

MUNICIPAL times.

DAEJEON, 13 OCTOBRE 2022
Version française | Numéro 2

Une publication conçue avec CGLU
pour mettre à profit les savoirs
des autorités locales et régionales
et de tous les participants aux
événements mondiaux majeurs.

urbanjournalism.institute/municipaltimes

LE SOMMET S'OUVRE SUR UN APPEL À RENFORCER LE MULTILATÉRALISME LOCAL



- **Le président de la Corée du Sud M. Yoon a exprimé son soutien au développement des gouvernements locaux et des acteurs clés de la scène internationale.**
- **L'ancien secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a souligné la nécessité de trouver des solutions à la fois locales et mondiales pour relever les défis du présent.**

Le Président de la République de Corée, M. Yoon Suk-yeol, a officiellement inauguré le Sommet Mondial des Dirigeants Locaux et Régionaux et le 7ème Congrès Mondial de CGLU au Palais des Congrès de Daejeon.

Au cours de la cérémonie, M. Yoon s'est engagé à soutenir le développement des autorités locales et à accroître leur rôle sur la scène mondiale. Il a également évoqué la nécessité d'étendre la solidarité entre les nations et les villes dans ce contexte de pandémie

et d'urgence climatique. "La crise du Covid-19 nous a permis de nous rendre compte une fois de plus du rôle crucial des collectivités locales."

Se référant au modèle de croissance sud-coréen, M. Yoon a déclaré qu'il était déterminé à soutenir les autorités locales car "la compétitivité locale est équivalente à la compétitivité nationale". Il a ajouté: "Je pense que les collectivités locales n'émergeront véritablement que si elles trouvent par elles-mêmes le modèle de leur croissance, dans un équilibre entre autonomie et soutien actif du gouvernement central".

L'ancien secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, qui a aussi pris part à la cérémonie, a rappelé l'importance du slogan de ce sommet, "Ne faire qu'Un", qui plaide pour un renforcement des partenariats et l'émancipation du mouvement des villes dans leur participation aux grands programmes mondiaux".

Durant son mandat à la tête des Nations Unies, Ban Ki-moon n'a eu cesse de défendre le rôle des autorités locales et régionales dans la mise en œuvre du développement durable, de l'ODD11 ou du Nouvel programme pour les villes. Il a rappelé sa fameuse formule de 2012 : "la bataille pour la durabilité sera gagnée ou perdue dans les villes" en faisant remarquer que "le local est global et le global est local". Pour lui, la coopération municipale est le meilleur moyen de changer les choses en profondeur.

Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, a appelé les autorités régionales et locales à davantage faire pression pour obtenir leur place à la table des négociations pour un nouveau contrat social. Le Pacte d'Avenir pour l'Humanité étant adopté le dernier jour du Sommet mondial de Daejeon, CGLU est "le foyer du multilatéralisme local et à travers ce Congrès, nous voudrions que vous sentiez que vous êtes plus qu'une somme d'individualités, car notre pouvoir réside dans notre capacité à agir ensemble".

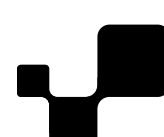
Le président de CGLU et maire de La Haye, M. Jan van Zanen, a également fait référence à la devise du Sommet en soulignant à quel point "les autorités locales et régionales ont démontré leur aptitude à ne faire qu'un en garantissant le maintien des services publics et des droits inclusifs, solidaires, égaux et justes. Nos ambitions sont mondiales, et le mouvement des villes est prêt à relever le défi".

Le maire de Daejeon, M. Lee Jang Woo, a quant à lui souhaité la bienvenue à ceux qui ont fait le déplacement jusque dans sa ville. Il s'est joint à l'appel de "ne faire qu'un". Il a enfin solennellement déclaré : "Nous nous engageons à rendre notre village planétaire plus prospère et à y faire progresser les principes de développement durable".

Le *Municipal Times* est une publication de l'Urban Journalism Institute, une initiative d'OnCities2030. Pour plus d'informations sur le *Municipal Times*, contactez les équipes d'OnCities2030 à l'adresse municipaltimes@oncities.org

U.J.I Urban
Journalism
Institute



Élaboré avec  **UCLG
CGLU**

LE CGLU EXHORTE LES VILLES À METTRE EN ŒUVRE LE PACTE D'AVENIR : LUTTER POUR L'ÉGALITÉ ET LES SOINS

Il y a deux ans, le Conseil Mondial de CGLU était accueilli par la ville de Guangzhou en Chine. La discussion s'est donc déroulée pendant la pandémie de COVID-19, tandis que les gouvernements locaux et régionaux redéfinissaient la priorisation de leurs actions et élaboraient de nouveaux plans de travail pour soutenir les populations. À l'époque, le Conseil s'était penché sur des sujets majeurs comme la nécessité de placer les services publics et le patrimoine commun au cœur des efforts déployés dans l'ère post-COVID ; sur la nécessité de questionner la relation entre l'Homme et les écosystèmes naturels ; sur la façon de garantir que nos modes de consommation et de production respectent le bien-être de nos populations ; et sur l'importance d'inclure les gouvernements locaux et régionaux dans le dialogue autour de la reconstruction. Tous ces points sont aujourd'hui évoqués dans **le Pacte d'Avenir pour l'Humanité** et font l'objet d'intenses débats à Daejeon.

Les trois piliers du **Pacte d'Avenir pour l'Humanité** - personnes, planète et gouvernement - reflètent très bien le mandat de CGLU. Chacun de ces éléments traduit les points de vue des maires et des représentants politiques de CGLU, des partenaires de la société civile, du monde universitaire et d'autres parties prenantes qui ont chacun apporté leurs points de vue et leurs engagements dans l'élaboration du Pacte.

C'est avant tout en s'appuyant sur la solidarité, sur l'égalité, sur la culture et sur des autorités responsables ne laissant ni personne ni aucun lieu de côté que le Pacte cherche à impacter les humains et la planète. Comme l'a souligné **Núria Marín I Martínez**, Maire de L'Hospitalet de Llobregat, en Espagne, une pandémie mondiale a renforcé notre interdépendance tout en élargissant les écarts qui nous séparent, entraînant ainsi une croissance effrénée des inégalités. Elle a déclaré que pour s'attaquer véritablement aux inégalités, nous devons donner aux gens les moyens d'agir et par la même occasion nous concentrer sur l'éducation et la formation, tout en veillant à ce qu'aucune des communautés marginalisées ne soient mises de côté. Elle a conclu en clamant : "Il s'agit de garantir un travail décent et un salaire équitable pour tous. Il nous faut enfin veiller à ce que les femmes et les filles soient pleinement habilitées à réaliser leur potentiel de citoyennes et encourager une manière féministe de faire de la politique".

La discussion s'est poursuivie avec l'intervention **d'Anita Bathia**, Sous-Secrétaire Générale des Nations unies et Directrice Exécutive adjointe d'ONU Femmes, qui a rappelé que le monde attend que les actions locales soient examinées sous un angle féminin. **Carolina Cosse**, Maire de Montevideo, en Uruguay, a souligné que les gouvernements locaux et régionaux devaient placer la santé en tête de leurs priorités. Elle a ajouté : "L'humanisme doit redevenir central et inspirer chaque politique".

Loïc Fauchon, du Conseil mondial de l'eau, a appelé les gouvernements locaux et régionaux à s'occuper de l'accès à l'eau potable pour les populations, tout comme **Justin Koonin**, de UHC2030, qui a souligné l'importance de l'accès aux services fondamentaux y compris la santé.

Elana Wong du Caucus des jeunes de CGLU a appuyé ses

prédécesseurs en réclamant aux dirigeants de fournir aux jeunes un accès aux services fondamentaux, plus particulièrement aux soins de santé et à l'éducation, dans les villes et les régions. **Maria Soledad Cisternas Reyes**, représentant le Caucus de l'accessibilité, a affirmé quant à elle que nous sommes à l'ère de la gouvernance locale et que le Pacte de CGLU conduira les gouvernements locaux et régionaux à mettre en œuvre des politiques en faveur des communautés marginalisées.

Le Pacte d'Avenir pour l'Humanité se focalise sur la façon dont les villes et les régions s'occupent des gens et proposent une approche féministe de la politique basée sur l'offre de services. Ces autorités s'évertuent à transformer le contrat social en développant des modèles solidaires. Une approche féministe de la



politique, davantage tournée vers l'empathie et la solidarité, favoriserait la justice sociale et l'égalité, éléments indispensables d'une société juste, durable et prospère.

Plus tard durant la séance, la Maire **Rohey Lowe** de Banjul, en Gambie, a souligné l'importance de mettre en œuvre l'approche féministe promue par le Pacte, en faisant appel à notre courage et notre audace. Le maire de Grigny, en France, **Philippe Rio**, a aussi exprimé son adhésion et son soutien à la vision du municipalisme féministe. **Mehmed Duman**, qui préside CGLU-MEWACGLU-WEMA, a alerté l'auditoire sur la situation des réfugiés dans sa région et d'autres lieux de la planète. Il a appelé à l'adoption et à la mise en œuvre du Pacte au bénéfice de toutes les catégories vulnérables de la société.

CGLU a enfin invité tous ses partenaires à soutenir collectivement ces aspirations communes, et à s'engager dans un programme de travail menant à prioriser les actions en ces temps difficiles.



ENGAGEMENT DE LA PRESIDENCE DE CGLU SUR LE PACTE D'AVENIR POUR L'HUMANITÉ

Parlant **au nom de la présidence de CGLU**, **M. Li Mingyuan**, maire de Xian, s'est engagé en séance plénière pour le Pacte d'Avenir.

Nous, responsables des gouvernements locaux et régionaux,

Nous nous **engageons** à nous attaquer aux racines de l'inégalité en plaçant l'égalité des sexes, la protection des citoyens démunis, la participation politique, l'accès aux services, la dignité, le travail décent et les espaces publics au cœur de notre stratégie. Nous nous engageons également à promouvoir l'accessibilité comme une garantie préalable à l'inclusion et au droit à un logement pour tous. Nous accordons une attention particulière aux besoins des quartiers d'habitat informel, et préférons des politiques favorisant l'inclusion et la participation aux expulsions forcées. La présidence de CGLU s'assurera donc que cet engagement réponde à tous les agendas internationaux du développement par-delà même 2030, en relayant la contribution de CGLU au Sommet de l'ONU sur l'Avenir et au Sommet des ODD, et en plaçant les personnes et l'égalité au centre du débat.

LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET RÉGIONALES NE FONT QU'UN

L'enthousiasme était au rendez-vous mercredi après-midi à Daejeon. Le thème de la session célébrant les retrouvailles après la pandémie sans précédent du COVID-19 était "Gouvernements locaux et régionaux : Ne faisons qu'Un".

Le président de CGLU et Maire de La Haye au Pays-Bas, **Jan van Zanen**, a ouvert la première séance plénière du Congrès en soulignant que "le Sommet mondial et le Congrès de CGLU s'appuie sur les origines centenaires de l'organisation, mouvement animé par la paix, la solidarité et la diplomatie des villes". Il a ajouté que "ensemble, nous pouvons rassembler les volontés politiques, unies par un désir de transformer le système" et que "le mouvement municipal international est arrivé à maturité et nous impose de jouer un rôle dans le futur développement des politiques."

Thembisile Nkadimeng, Vice-Ministre de la Coopération, de la Gouvernance et des Affaires traditionnelles du gouvernement d'Afrique du Sud, a ajouté que "nos

municipalités exigent que nous améliorions la vie des gens. Pour atteindre les ODD, il nous faut donc reconnecter nos décisions aux besoins des peuples et devenir des modèles d'accessibilité aux services fondamentaux."

Le Directeur général de l'Organisation Internationale pour les Migrations, **Antonio Vitorino**, s'est adressé aux représentants des gouvernements locaux et régionaux en soulignant la nécessité pour les villes d'étendre la prestation de services et les opportunités d'emploi aux communautés de migrants. Il a souligné que la pandémie de COVID-19 a mis en évidence les inégalités et la discrimination des communautés de migrants, en particulier à l'égard des femmes et des filles migrantes, et il a conclu que nous devons conjointement offrir un avenir plus équitable à tous les demandeurs d'asile.

Le Maire de Lisbonne **Carlos Moedas** a déclaré: "Les Maires sont des intermédiaires importants pour la réalisation des ODD. Ils sont les figures politiques les plus proches des citoyens. Nous invitons régulièrement

les citoyens de Lisbonne à l'hôtel de ville pour co-créditer des politiques et initier des changements". Le maire a également abordé l'impact de la transformation numérique sur la relation entre les citoyens et leurs dirigeants municipaux. Il a conclu que "si nous sommes capables de changer le monde à petits pas, ce sont ces petits pas que les maires doivent valoriser." Des initiatives et des messages de la même portée ont été lancés par le maire de San José au Costa Rica, **Johnny Araya Monge**, et par des représentants d'autres villes et municipalités du monde entier, notamment en Chine, où les villes collaborent régulièrement avec CGLU, comme par exemple **Jiangjiang**, Vice-Président de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec les pays étrangers. Le Maire de la Métropole d'eThekweni (qui comprend notamment Durban) en Afrique du Sud, **Mxolisi Kaunda** a souligné que les villes ont été amenées à devoir faire plus pour les gens pendant la pandémie, malgré la limitation de leurs moyens financiers. Face aux défis à venir, il a rappelé que "les villes devaient reconsidérer tous leurs plans et tous leurs partenariats."

LE RAPPORT GOLD VI, CONTRIBUTION FONDAMENTALE À L'ÉGALITÉ URBAINE ET TERRITORIALE

Le Rapport GOLD VI, intitulé "Les voies vers une Égalité Urbaine et Territoriale", a été lancé par le coprésident de CGLU et maire de San José, Johnny Araya, durant la séance plénière intitulée "Les gouvernements locaux et régionaux ne font qu'Un", le 12 octobre 2022.

Le rapport GOLD VI est une contribution essentielle au Pacte d'Avenir, le document final attendu du Sommet mondial de Daejeon. Il s'est construit sur les trois piliers du Pacte - Personnes, Planète et Gouvernement - et propose aux gouvernements locaux et régionaux des "voies" pour tracer de lutte contre les inégalités par des stratégies de transformation locales.

Le rapport GOLD VI propose aux collectivités locales six chemins pour la défense de l'équité en examinant les inégalités dans toutes leurs dimensions. La façon dont les autorités locales et régionales peuvent, en collaboration avec la société civile, s'attaquer aux manifestations locales des inégalités peut en effet s'aborder par 6 voies interconnectées : le patrimoine commun, le soin, le réseau, la renaturation, la prospérité et la démocratisation.

Une multitude de thématiques sont traversées par ces chapitres : les bidonvilles, le logement, le foncier, les services publics, la santé, la migration, les transports, les moyens de subsistance, la résilience, la transition énergétique, le tout dans un cadre participatif engageant la responsabilité politique.

Ce rapport est le fruit d'un processus collaboratif de trois ans ayant engagé plus d'une centaine de gouvernements locaux et régionaux, d'organisations de la société civile et d'experts du monde entier. Les rapports GOLD sont donc la garantie d'un processus de dialogues multipartites riches, de participation et d'implication des membres de CGLU. Le projet a été porté par le centre de recherche de CGLU, le département Bartlett de planification du développement de l'Université de Londres et l'Institut International pour l'Environnement et le Développement.

Une session du Networking Hub dédiée au rapport GOLD VI est prévue le 14 octobre 2022 de 10h à 11h30.



UNE PROPOSITION POUR UNE APPROCHE PARTICIPATIVE DES STRUCTURES DE SOINS : UNE PRISE EN CHARGE DES SOINS MÉDICO- SOCIAUX ACCESSIBLE ET INCLUSIVE

Les structures de soin sont au cœur du Pacte d'Avenir pour l'Humanité. Le 12 octobre 2022, un Town Hall a réuni des représentants de la société civile et des élus locaux et régionaux afin d'échanger sur les recommandations politiques à promouvoir pour améliorer les services des structures de soin.

La discussion s'est engagée à partir d'un document d'orientation sur les structures de soin, rédigé par plusieurs organisations de la société civile. Ces structures, dont la vocation est de soutenir les personnes, sont généralement soutenues par des financements publics, des réglementations et des politiques visant à fournir à tous des services équitables. La qualité des services est indépendante du statut social et financier des individus, qui sont ainsi suivis tout au long de leur vie, et sans en tirer de profit, afin que chacun puisse vivre une vie digne et pleine de sens. Les auteurs ont préconisé l'adoption d'une approche holistique de la prise en charge se concentrant sur l'octroi d'un **accès général aux services médico-sociaux**.

La séance a mis en évidence trois éléments clés de cette approche. Premièrement, les structures de soins doivent être en mesure de donner à chacun le pouvoir d'exprimer leur droit à des soins. Deuxièmement, les soins doivent pouvoir être prodigués de manière équitable, quel que soit le genre. Nous savons en effet que la plupart des professions liées au soin sont largement occupées par des femmes. Les structures de soin doivent donc renverser ce paradigme et permettre un partage équitable de la responsabilité, parmi les genres, entre la famille et les autorités, et entre les gouvernements locaux et centraux. Rappelons enfin que les soins ne se limitent pas aux services sanitaires ou médico-sociaux ; ils tissent les liens de nos communautés à travers le monde, de la famille jusqu'aux plus hauts niveaux de l'Etat.

C'est donc en fait une thématique beaucoup plus large qu'elle n'apparaît généralement, car elle implique l'affirmation d'un nouveau contrat social, considérant les villes et les communautés locales comme des écosystèmes de soin et d'inclusion. Les autorités locales jouent un rôle clé dans ce système, car elles sont plus proches des résidents et sont souvent dépositaires de ces infrastructures. Cette perspective intégrée de la prise en charge est déjà mise en œuvre par certaines municipalités, notamment dans l'arrondissement d'Iztapalapa à Mexico. Cependant, il est important d'inclure tous les niveaux de responsabilité pour garantir à chaque échelle une pérennité des cadres politiques. C'est la raison pour laquelle le document d'orientation propose une conception plus large des structures de soin et y intègre de nombreuses problématiques liées à l'environnement, au développement durable, au genre, à la pauvreté, au bien-être, à la sécurité, aux bidonvilles, à la participation, aux services publics et à l'accès aux logements.

Pour assurer une approche holistique des structures de soin, le concept doit être disséminé et soutenu par les administrations publiques. Pour garantir un accès équitable, il doit donc bénéficier de moyens adéquats et être correctement encadré. C'est sur ces bases que la séance a exploré de multiples recommandations et domaines d'intervention à mettre en œuvre pour que les structures de soin fonctionnent de manière plus efficace. L'objectif est d'offrir des services et des infrastructures essentielles pour tous ; de veiller à ce que les services de base soient soutenus par les institutions publiques dans une optique "d'intérêt général" ; d'encourager un développement du bas vers le haut ; et d'assurer l'accès des habitants à une information fiable et accessible.

APPLIQUER LES DROITS DE L'HOMME EN VILLE

Les droits de l'homme sont au cœur de l'Agenda 2030 des Nations unies, au même titre que l'objectif de ne laisser personne de côté. Chacun des 17 objectifs de développement durable (ODD) fait référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce sujet fut également au centre des discussions du Local4Action du jeudi 13 octobre au Congrès mondial de CGLU à Daejeon.

La Commission de CGLU dédiée à l'inclusion sociale, à la démocratie participative et aux droits de l'homme s'efforce de consolider le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la promotion des droits fondamentaux. À cette fin, la session consacrée à "Construire l'avenir du mouvement des droits de l'homme en ville" jettera les bases pour un renouvellement de la coopération. De même, la séance nommée "10, 10, 1 000 villes et territoires des droits de l'homme d'ici 2030" promouvra la campagne du comité sur les villes des droits de l'homme. Cet événement sera l'occasion de présenter la première cohorte de villes rejoignant la Campagne mondiale. Toutes les collectivités locales sont donc invitées à rejoindre cet engagement politique.

Une approche du développement urbain durable centrée sur l'individu ne saurait également s'affranchir de la question de la gouvernance des droits de l'homme et des technologies numériques. La Coalition des villes pour les droits numériques (CC4DR) travaille sur un projet cadre de Gouvernance des Droits Numériques, en collaboration avec ONU-Habitat, Eurocities, CGLU et les Fondations pour une société transparente. L'ambition est d'offrir aux villes un terrain propice à la gouvernance des droits de l'homme dans un contexte numérique. Ainsi, les auteurs ambitionnent d'apporter un soutien technique pour faire des droits numériques une réalité.

Les nouvelles technologies et les droits de l'homme occupent également une place importante dans le volet consacré à la ville de Daejeon. Certaines technologies comme la reconnaissance faciale, l'intelligence artificielle et le métavers accompagnent déjà largement notre vie quotidienne. Cependant, plusieurs de ces avancées sont susceptibles de menacer nos droits, comme le droit à la dignité ou le droit à la vie privée. Par leur protocole et leur législation, les autorités locales jouent donc un rôle clé dans le maintien des droits humains.

Le mouvement mondial en faveur d'une Couverture santé universelle pour 2030 apportera aussi lors du sommet sa contribution aux discussions sur les droits. Les collectivités locales et régionales fournissant un certain nombre de services essentiels à la sécurité et au bien-être des personnes, elles peuvent jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre d'un tel projet dans les villes et les territoires. Les systèmes de santé centrés sur l'individu offrent aux villes un moyen de protéger les communautés et d'améliorer la santé générale.

Les droits de l'homme ont enfin été abordés lors de la session organisée par Open Government Partnerships le mercredi 12 octobre. Un dialogue sur **la promotion d'un gouvernement transparent et responsable** a ainsi permis aux acteurs clés d'envisager des stratégies communes pour renforcer la gouvernance grâce à des technologies sûres et accessibles. Les grands échéances politiques à venir pour renforcer la transparence des gouvernements sont : le sommet des Nations unies sur les ODD et l'examen de l'ODD 11, tous deux prévus en 2023, puis le sommet des Nations unies pour l'Avenir de 2024.

FÉMINISME : CRÉER DES VILLES AU SERVICE DES FEMMES

"Nous vivons dans des villes d'hommes. Nos espaces publics n'ont pas pris en compte les femmes dans leur conception. Très peu de considération est accordée aux mères, aux travailleuses ou aux soignantes. Les rues des villes représentent souvent une menace plutôt qu'un lieu d'accueil. La gentrification a même compliqué la vie quotidienne des femmes. À quoi donc ressemblerait une métropole faite pour les femmes qui travaillent ?"

C'est la question centrale posée par la géographe urbaine Leslie Kern dans son livre de 2020 "La ville féministe". Les défis auxquels sont confrontées les femmes en ville ont fait l'objet de nombreuses discussions lors du Congrès mondial de CGLU. CGLU Femmes a mené un puissant **Mouvement Municipal Féministe**, qui a encore pris de l'ampleur au Congrès. Lors d'événements comme les Caucuses sur le féminisme, ou lors de la séance "Pour un soin et une vie durables au centre de l'action politique", le mouvement a débattu de ses objectifs politiques et des façons de soutenir le leadership des femmes et de garantir l'égalité des sexes.

Le Mouvement municipal féministe a souligné l'importance d'examiner toutes les dimensions relatives aux collectivités locales et régionales sous l'angle de l'égalité des sexes. Le féminisme consiste avant tout à garantir l'égalité des droits et des chances pour tous les sexes, ce qui en fait un élément crucial du programme.

"L'égalité n'est pas seulement une question de femmes, c'est une question de droits, de société. Ce sont les femmes qui s'organisent, se mobilisent et votent, malheureusement ce sont rarement les femmes qui gagnent."

Fatimatou Abdel Malick, maire de Tevragh-Zeina

Dans la définition de la politique et des actions en faveur des villes durables, les femmes jouent souvent un rôle de premier plan. Des maires aussi inspirantes qu'Anne Hidalgo (Paris), Ada Colau (Barcelone) ou Claudia López (Bogota) ont prouvé que les villes dirigées par des femmes réussissent particulièrement bien la transition vers la soutenabilité. Un documentaire sera ainsi projeté le vendredi 14 octobre dans le DCC1 lors du Congrès mondial de CGLU. Il présentera les dispositifs de soin dans la ville de Bogotà, qui devraient inspirer les politiques centrées sur l'individu et partageant les valeurs du Mouvement municipal féministe. Chaque jour, un podcast intitulé "Villes et territoires féministes" sera enfin mis à disposition des participants du DCC1 Networking Hub.

Le mercredi, plusieurs manifestations telles que "Informer les femmes, transformer les vies : Les villes faisant progresser l'autonomie et l'égalité des sexes par l'information" du Centre Carter permettront de découvrir diverses approches du service public. Ces exemples très inspirants montreront comment élargir la représentation politique des collectivités locales et atteindre les femmes avec des informations leur permettant de s'épanouir.

L'Observatoire international sur la violence envers les femmes, le département français de la Seine-Saint-Denis et le Comité CGLU sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits de l'homme, ont par ailleurs abordé la question des violences faites aux femmes. Ce sujet n'est généralement abordé qu'au niveau des instances nationales ou de la société civile. Il s'avère cependant que les autorités locales et régionales sont souvent des acteurs incontournables lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des politiques publiques innovantes assurant la protection, le rétablissement complet et l'autonomisation des victimes.

Des villes accessibles aux femmes sont des villes sûres, équitables et durables. Garantir cet objectif permet généralement aux villes de développer des réseaux de solidarité, des communautés prenant soin les unes des autres, ainsi que des services inclusifs et adaptés aux besoins des résidents, dans les domaines tels que la mobilité ou les transports. Ces villes appréhendent également l'avenir du travail et du soin, et disposent d'un plan clair sur la manière de mettre en œuvre l'égalité des sexes, la justice sociale et l'inclusion.



VILLES ET TERRITOIRES FÉMINISTES : UN PODCAST DE CGLU

Villes et Territoires Féministes est le podcast de CGLU consacré au leadership féministe dans les localités. Dans ce podcast, des femmes de premier plan venu du monde entier proposent aux auditeurs une série de discussions sur le sens de la féminisation en politique, en mettant l'accent sur la question du soin.

Ada Colau, Rohey Malick, Carola Gunnarsson et Gissela Chalá seront quelques-unes des voix prenant part à ce podcast, qui se propose d'ouvrir de nouveaux espaces de discussion sur la justice sociale et l'égalité.

À L'AFFICHE AUJOURD'HUI

13 OCTOBRE 2022

Aujourd'hui, les séances démarreront par l'Assemblée de la section régionale de CGLU du Moyen-Orient et de l'Afrique de l'Ouest (MEWA) à 8h30 dans les salles DCC1 et 301. A l'issue de cette séance, l'Assemblée de la section régionale de l'Afrique aura lieu dans la même salle.

L'Assemblée "Au-delà de la métropole : Mégapoles, régions et territoires" aura lieu à 12h00.

Le processus Town Hall se poursuivra avec trois sessions consacrées au féminisme (9h00), à la culture et au climat (10h00) et au patrimoine commun de l'humanité (12h00).

Les événements Local4Action et les sessions du Networking Hub débuteront à 10h00.

À 13h30, le documentaire **Du risque à la résilience : l'exemple de Palu** sera présenté au Networking Hub dans le DCC1.

A 14h30, l'Assemblée Générale de CGLU débutera par la nomination des membres du Conseil Mondial pour 2022 - 2025.

La dernière session de la journée sera consacrée à la deuxième séance du Pacte d'Avenir pour l'Humanité, qui débutera à 17h30 dans le DCC1, au Grand Ballroom. Les participants en ligne pourront suivre cette rencontre, car elle suivra un format hybride.